

[Text]

Americans, at the Senate and at our own academic colleagues. It awwma just like yesterday that we were passing around a book called "So Little For The Mind" by Hilda Neatby, but no one talks much about that now.

I would like to ask you if, in the light of the discussion which your interesting book has aroused, you have given second thought — an appropriate question from the senate — to any of your major or minor premises. Do you still believe that it is a practical suggestion, and a good one, to allow tuition fees to rise to give universities more freedom from single source government funding? Every university head that I have talked to has suggested that they cannot do that, that the strain of society just cannot cope with that. How do you react?

Professor Bothwell: I do not agree with that particular proposition. University education in Canada, for all its defects, is a real bargain, and the real cost to individual students has gone down, not risen, over time. It is substantially less now in constant dollars than it was twenty years ago.

I think actually that students are prepared to pay for quality education. Maybe there are some colleges that would not fare well under a regime in which student costs were allowed to rise, in which tuition fees went up; but my impression, based on analogies with comparable societies such as the United States, is that indeed it is possible in a country as rich as Canada, with a standard of living like ours, with the kind of per capita income that is disposed of by Canadian families, that students—or their parents, I should say, since I am getting into that category now myself—will be able to support giving them a proper university education at a cost even higher than the one that we propose. We are actually thinking of a comparatively modest rise.

Consider how many young Canadians are actually leaving the country and going to pay American tuition fees. Some children of some very prominent Canadians are actually doing that; and why are they doing it? It is, after all, a pretty drastic thing for people to leave the country in their formative years, in the period when they are socialized into our society and become part, potentially, of our country's elite. I tend to disapprove of that, but the reality cannot be gainsaid.

Our recruiters for Trinity College, when they go round, are finding themselves in substantial competition with Harvard, Yale, Princeton and other American schools. I am not talking about some of the rinky-dink schools along the Niagara frontier that specialize in easy degrees; I am talking about young Canadians going abroad for their undergraduate and not just their graduate, education. I think that is going to happen more and more. I think the fact that they are doing it shows that people are prepared to pay for what they consider, rightly or wrongly, quality education. So I think we stand by that proposition.

Senator Macquarrie: You have no qualms at all that, if we push this, you might destroy that old goal we thought was so cherished, that education should not be confined to those whose parents can afford to send them to Princeton and Harvard?

[Traduction]

quement, aux Américains, au Sénat et à nos propres condisciples de collège. Il me semble qu'hier encore nous faisions circuler un livre intitulé «So Little For The Mind» par Hilda Neatby, dont presque personne ne parle aujourd'hui.

Vu la discussion que votre intéressant livre a suscitée, puis-je vous demander si vous avez bien réfléchi—c'est une bonne question venant du Sénat—à vos prémisses, principales ou autres. Croyez-vous toujours qu'il soit pratique et indiqué d'augmenter les frais de scolarité, pour que les universités dépendent moins des seules subventions publiques? Tous les dirigeants d'université auxquels j'en ai parlé, m'ont dit qu'ils ne pouvaient pas agir ainsi, que la société ne pourrait simplement pas le supporter. Qu'en pensez-vous?

M. Bothwell: Je ne suis pas d'accord. Malgré tous ses défauts, l'éducation universitaire, est au Canada, une réelle aubaine et, au fil des ans, les frais de scolarité n'ont pas augmenté, mais diminué. En dollars constants, ils sont sensiblement inférieurs à ce qu'ils étaient il y a vingt ans.

Je crois que les étudiants sont disposés à payer le prix d'une solide éducation. Certains collèges seraient peut être gênés dans un régime où le coût des études augmente. Pourtant, si je fais une comparaison avec d'autres pays comparables, par exemple avec les États-Unis, j'ai bien l'impression qu'il est tout à fait possible dans un pays aussi riche que le Canada, qui jouit d'un niveau de vie comme le nôtre, et où les familles jouissent d'un revenu per capita comme le nôtre, que les étudiants—ou leurs parents, puisque j'entre moi-même dans cette catégorie maintenant—seront en mesure de les aider à obtenir une éducation universitaire convenable, même à un coût supérieur à celui que nous proposons. Nous envisageons en fait une augmentation relativement modeste.

Considérons plutôt combien de jeunes Canadiens s'en vont étudier aux États-Unis. C'est effectivement ce que font quelques enfants de familles canadiennes très à l'aise; et pourquoi? C'est une mesure plutôt extrême pour des jeunes de quitter leur pays pendant leurs années de formation, juste au moment où ils s'insèrent dans notre société et sont en voie de former, probablement, l'élite du pays. Je suis porté à désapprouver cela, mais que faire contre la réalité.

Les agents de recrutement du Collège Trinity ont à faire face à une forte concurrence de la part de Harvard, Yale, Princeton et d'autres universités américaines. Je ne parle pas ici des établissements «broche à foin» le long de la frontière du Niagara qui accordent des diplômes au rabais; je parle des jeunes Canadiens qui s'en vont à l'étranger poursuivre leurs études de premier cycle, et pas seulement celles de deuxième et de troisième cycle. Ces cas vont se multiplier. Qu'il y ait des gens pour agir ainsi, montrent bien qu'ils sont disposés à payer pour une formation qu'ils considèrent, à tort ou à raison, comme étant de qualité supérieure. J'appuie donc la proposition faite plus tôt.

Le sénateur Macquarrie: Est-ce que vous ne craignez pas en appuyant cette mesure, de fouler aux pieds ce vieil objectif, qui nous tenait tellement à cœur, à savoir que l'éducation universitaire ne soit pas réservée à ceux dont les parents sont assez riches pour payer les frais de scolarité à Princeton ou à Harvard?